

Prise de parole FO devant les préfetures, les ARS et les Conseils Départementaux

Chers Collèges, Chers Camarades,

Aujourd'hui, partout en France, des centaines de milliers de salariés, d'agents des maisons de retraite, d'EHPAD, ont répondu à l'appel commun à la grève nationale des 7 organisations syndicales et de l'AD-PA, le même jour, sur tout le territoire.

FORCE OUVRIERE, se félicite de cet appel et des nombreux soutiens : celui des 9 associations et Unions Confédérales de retraités, des Unions Départementales, de la FNADEPA (Fédération nationale des associations de directeurs d'établissements et services pour personnes âgées), de France Alzheimer, de l'Union nationale de l'aide, des soins et des services aux domicile, etc...

Nous sommes ici ensemble pour dire au Préfet, représentant l'Etat, au responsable de l'ARS, au président du Conseil départemental, que l'étranglement financier à l'œuvre depuis des années dans le secteur des personnes âgées, en établissement et à domicile, est tel, qu'aujourd'hui nous sommes arrivés à un point de rupture.

Nous sommes ici pour leur dire que ça suffit !

Les personnels n'en peuvent plus de travailler dans ces conditions, de ne pouvoir prendre en charge dignement tous les résidents, faute de temps, faute d'effectifs suffisants.

Madame la Ministre, nous avons pris connaissance de vos déclarations. Vous considérez que les difficultés des EHPAD seraient dues à un problème de management, en particulier dans le public. Sur ce point, Mme la Ministre vous devez des excuses au personnel !

Mme la Ministre, l'heure n'est pas à culpabiliser ou individualiser, à renvoyer chaque établissement ou service à une *évaluation*, qui part ailleurs existe déjà.

Comment pouvez-vous réduire la question à des problèmes d'organisation des services ?

Comment pouvez-vous prétendre qu'avec 50 millions d'euros supplémentaires qui devraient être fléchés par les ARS sur certains établissements en difficulté, (*alors que l'an dernier le gouvernement a prélevé 100 millions sur les crédits de la CNSA*), que cela va répondre aux problèmes rencontrés par plus de 7 000 EHPAD ?

Comment pouvez-vous poursuivre la convergence tarifaire en disant que c'est pour notre bien et celui des établissements, alors qu'elle va se traduire par des suppressions massives de postes ?

Non, Mme la Ministre, vous n'arriverez pas à nous convaincre, vous faites fausse route. Ce que nous voulons, c'est l'arrêt de la réforme de la tarification et la mise en place du ratio « d'un agent pour un résident ».

Par ailleurs, à la veille de la grève nationale, le rendez-vous demandé de longue date à l'Elysée, qui a été refusé depuis le mois d'octobre, avait enfin été fixé, en fin de semaine dernière, pour le lundi 29 janvier à 14H30.

Puis finalement, vendredi après-midi, le cabinet de l'Elysée annule la rencontre. Tout cela en quelques heures. C'est totalement incompréhensible et intolérable !

Le gouvernement cherche-t-il à gagner du temps ou cherche-t-il à nous désorienter, à nous faire perdre espoir. Il se trompe. Les personnels et leurs organisations syndicales, fort des nombreux soutiens, sont déterminés à se battre pour leurs revendications.

Nous exigeons que nos représentants au niveau national soient reçus par le président de la République.

En effet, il est temps que le gouvernement entende les revendications. Elles sont claires :

Oui, il faut abandonner la **réforme de la tarification** qui se traduit pour la plupart des établissements par la suppression d'un équivalent temps plein d'aide-soignant par an sur 7 ans.

Oui, il faut que cesse les suppressions de postes et que l'on procède aux recrutements nécessaires pour améliorer les conditions de travail et de prise en charge. Dans notre département cela veut dire X postes en plus.

Oui, il faut réévaluer les salaires pour que nos professions soient attractives, alors que nous travaillons, le jour, la nuit, les WE, les jours fériés...

Oui, il faut que nos collègues sur contrats aidés soient maintenus et intégrer sous statut et recrutés en CDI

Mercredi 31 janvier à 17 h30, les organisations syndicales et l'AD-PA se réuniront pour faire le bilan de la journée du 30 et envisager la suite.

Voilà ce que FO à l'intention de dire :

1/ Nous pensons qu'il faut la grève totale des Ehpad, jusqu'à ce que le gouvernement prenne en compte les revendications.

2/ Nous constatons que l'intersyndicale de la pénitentiaire a pu, en partie, débloquent la situation, sur des revendications similaires aux nôtres, par la grève.

3/ Nous porterons toutes ces informations et éléments à la connaissance de l'ensemble de nos syndicats dans les hôpitaux et les collectivités, puisque les fédérations syndicales du secteur de la santé et des services publics, sont parties prenantes.

Enfin, nous nous adressons à Mme la Ministre de Santé pour lui demander si elle compte ouvrir des négociations, ce qui veut dire, qu'elle doit annoncer tout de suite l'abandon de la convergence tarifaire.

On ne lâche rien !

Merci de votre attention
